

américaines au Canada. L'ALE ne peut qu'avoir renforcé ce préjugé favorable, en offrant un accès plus sûr au marché américain et en permettant de profiter d'économies d'échelle plus importantes.

D'autres preuves indépendamment recueillies viennent appuyer les constatations de la Banque Royale. Au début du mois, le *Globe and Mail* a publié un article sur une étude récente montrant que le libre-échange a attiré plus d'investissements au Canada. L'étude a été préparée par le cabinet international d'experts-comptables KPMG Peat Marwick Thorne. Un représentant du cabinet a reconnu que cette progression de l'investissement au Canada réfute ceux qui allèguent que l'ALE n'a entraîné que fermetures d'usines et que fuites de capitaux d'investissement en faveur des États-Unis.

Lorsque nous discutons des effets économiques de l'ALE, il me semble important de parler de données empiriques fondées sur de solides recherches économiques. La *Canada West Foundation* a produit plusieurs études sur l'ALE. En février dernier, elle a publié une évaluation équilibrée intitulée «*On Track -- The Canada-U.S. Free Trade Agreement After Two Years*». Sur la question des emplois, ses auteurs écrivaient ceci :

*Les fermetures d'usines et les mises à pied retiennent fortement l'attention des médias canadiens, alors que les agrandissements d'installations et la création de nouveaux emplois ne font généralement pas les manchettes. Le Congrès du Travail du Canada a récemment insinué que 225 000 emplois avaient disparu à cause de l'ALE. Cela est clairement une présentation déformée des faits.*

Comme le fait aussi observer la *Canada West Foundation*, il y avait au Canada en septembre dernier 215 000 emplois de plus qu'en septembre 1988, soit avant l'entrée en vigueur de l'ALE. Je n'essaierai pas de vous faire croire que tous ces emplois ont été créés grâce à l'ALE. De fait, aucun facteur n'est à lui seul responsable de la création ou de la perte d'emplois.

Nous savons tous que le Canada traverse une récession. Il ne s'agit ni de la première ni de la dernière. Les Canadiens comprennent que notre économie de marché n'est pas statique et que les cycles économiques font malheureusement partie de la vie.

La Banque Royale a constaté que les pertes d'emploi associées à l'actuelle récession sont bien moins importantes que celles observées pendant la récession de 1981-1982, et ses économistes ont conclu que l'ALE peut même avoir modéré les effets de la récession en relevant les niveaux de l'investissement. Nous croyons que l'ALE a aussi préparé le Canada pour une solide reprise pendant le prochain cycle économique.